



RAPPORT ANNUEL 2021

Le PNUD au Burkina Faso

Juillet 2022



RAPPORT ANNUEL 2021

du PNUD au Burkina Faso

Juillet 2022



TABLE DES MATIÈRES

Sigles	5
Avant-propos	6
Les Highlights de l'année 2021	7
Contexte de mise en œuvre du Programme pays en 2021	10
Carte de présence du PNUD au Burkina Faso	12
Aperçu du Programme	14
Principales réalisations et résultats du PNUD en 2021	16
Au niveau du pilier Gouvernance et Paix Durable	
Au niveau du pilier Energie et Environnement	
Au niveau du pilier Résilience	
Egalité genre	
Digitalisation et innovation pour le développement	
La mobilisation des ressources en 2021	35
Conclusion et perspectives pour 2022	38

SIGLES

BCADH : Base de données des Cas d'atteintes et/ou de violations des droits humains

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CEP : Certificat d'Etude Primaire

CONASUR : Secrétariat National du Conseil National De Secours D'urgence et de Réhabilitation

COPROSUR : Conseils Provinciaux de Secours d'Urgence et de Réhabilitation

CPD : Evaluation du Document de Programme Pays

EEIs : Engins Explosifs Improvisés

FAEP : Fermes Agroécologiques Polyvalents

FDS : Forces de Défense et de Sécurité

FICEL : Forum Inclusif sur le Commerce Electronique

GANE : Groupes Armés Non Etatiques

GDRN : Gestion Durable des Ressources Naturelles

HCRUN : Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale

HDP : Humanitaire, Developpement et Paix

IDH : Indice de Développement Humain

IsDB : Islamic Development Bank

ODD : Objectifs de Développement Durable

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisations de la Société Civile

PDIs : Personnes Déplacés Internes

PNDES : Plan National de Développement Economique et Social

PNDV : Plan National de déploiement et de Vaccination contre la COVID-19

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SSAP : Stratégie de Scolarisation Accélérée avec Passerelle

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

UNDAF : Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement

UNMAS : United Nation Mine Action Service

Avant-propos

La mise en œuvre du Programme de Coopération pays en 2021 s'est déroulée dans un environnement complexe difficile. Elle a été particulièrement marquée par l'aggravation de la crise sécuritaire, avec notamment les attaques de plus en plus sanglantes des postes des forces de défenses et de sécurité dont les plus emblématiques ont été celles d'Inata et de Solhan. Ces attaques n'ont pas épargné les populations civiles. Au contraire, selon les données du Conseil National De Secours D'urgence Et De Réhabilitation (CONASUR), le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) est passé de 1 074 993 au 1er janvier 2021 à 1 579 976 au 31 décembre 2022 ; soit une augmentation de 47% en un an. Cette situation sécuritaire et humanitaire vient s'ajouter aux effets négatifs induits par la COVID 19 pour accentuer une crise généralisée.



Le PNUD renforce son portefeuille d'appui à la résilience des populations.

85%
des ressources
attendues mobilisées

Face à cette situation, le PNUD a renforcé sa présence : il a ouvert 3 bureaux de projets dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Dédougou), du Centre-Est (Tenkodogo) et du Centre-Ouest (Koudougou). Ces 03 bureaux de projets s'ajoutent aux Bureaux Intégrés des Nations Unies dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de l'Est, des Hauts-Bassins au sein desquels le PNUD est déjà présent.

Pour aider le Gouvernement à faire face aux effets de la crise sécuritaire, le PNUD renforce son portefeuille d'appui à la résilience des populations et à travers notamment la formulation du Prévention et gestion des conflits à l'Est (PREGEC), la Fenêtre nationale de stabilisation et le Projet régional Résilience au Sahel. Son appui au renforcement des institutions se renforce également à travers le projet d'appui aux institutions et aux processus démocratiques-PACE. Il a aussi largement contribué à la formulation participative d'outils stratégiques comme la Stratégie de Cohésion Sociale et la Stratégie de Réconciliation Nationale.

Sur un budget de 38 millions USD, 32,3 millions soit 85% des ressources attendues ont été mobilisées pour soutenir les efforts de développement du pays dans ces domaines prioritaires. C'est pour moi l'occasion de renouveler mes remerciements à tous nos partenaires pour leur générosité dans un contexte international de relèvement post COVID.

En 2022, le PNUD élaborera un nouveau document programmatique. Ce sera l'opportunité d'adapter nos interventions à un contexte très évolutif, et de plus en plus complexe, tout en maintenant le cap vers l'atteinte des ODD et en tenant compte des orientations du nouveau Plan stratégique du PNUD. Comme d'habitude, ce processus sera participatif. Et comme d'habitude, je compte sur la très bonne collaboration de nos partenaires gouvernementaux, de nos partenaires de mise en œuvre et de tous les acteurs qui interviennent dans la formulation et la mise en œuvre de nos projets et programmes.

A tous les donateurs, à tous les acteurs au niveau national et local qui œuvre avec nous pour améliorer les conditions de vie des populations éprouvées du Burkina Faso, je réitère mes remerciements et la disponibilité du PNUD a toujours travailler avec eux, pour l'atteinte de nos objectifs communs.

Mathieu CLOWELA

Représentant Résident du PNUD au Burkina Faso

LES HIGHLIGHTS DE L'ANNÉE 2021

■ Mise en place des bureaux de projets :

l'un des faits marquants de l'année 2021 au Bureau du PNUD au Burkina Faso a été le lancement de trois bureaux de projets à Tenkodogo dans la région du Centre-Est, à Koudougou dans la région du Centre-Ouest et à Dédougou dans la région de la Boucle du Mouhoun. Les bureaux de projets et les bureaux intégrés des Nations unies permettent au PNUD d'être au plus près des populations et des zones d'activités ; ce qui favorise une meilleure connaissance des réalités locales. Ils constituent donc une force pour l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi des interventions.

■ L'évaluation du Document de Programme Pays

(CPD) : le CPD 2018-2022 a fait l'objet d'une évaluation finale. Les recommandations de cette évaluation (lien rapport) dont les leçons apprises et les recommandations permettront d'améliorer les performances des futures interventions. Ils serviront surtout de point d'appui pour l'élaboration du prochain programme de coopération pays.

■ La formulation de nouveaux projets :

le PNUD a une grande expérience dans l'appui aux processus électoraux au Burkina Faso. Tirant leçon de cette expérience, il a, avec l'appui d'autres partenaires, notamment la Suède, formulé un Projet d'appui aux institutions et aux cycles électoraux. Ce projet est atypique en ce sens qu'il ne s'agit pas seulement d'appuyer des opérations électorales dans le cadre d'un cycle. Il s'agit de créer des conditions d'élections libres, paisibles, inclusives et transparentes à travers un appui plus large et qui commence avant les processus électoraux. Il donnera l'occasion de s'attaquer aux causes profondes de la faible participation des jeunes et des femmes, et à la faible efficacité des opérations électorales.

■ Généralisation de la digitalisation :

au cours de l'année 2021, le PNUD Burkina Faso a déployé ou généralisé des outils numériques comme DocuSign, l'interface bancaire locale et Zoom pour faciliter le télétravail. Il s'agit davantage d'une tendance qui rentre en ligne avec la stratégie de digitalisation du PNUD. Les rencontres régulières du Senior management et du personnel sont tenues en ligne. Cette pratique qui a été favorisée par la COVID 19 et la création des bureaux intégrés et bureaux de projets devra être davantage utilisée dans les autres activités pour améliorer l'efficacité de l'institution.

6 578

personnes formées aux opérations électorales et à la mobilisation des femmes et des jeunes...

Et un nouvel élan pour des élections plus inclusives.



1 597 547

personnes touchées par les sensibilisations à la cohésion sociale.

Et surtout, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits commencent déjà à produire des résultats



42

cadres de dialogue multi acteurs



Le retour à l'école de 336 élèves dont

176

filles.



393

acteurs locaux disposent d'outils et de connaissances pour améliorer l'accès des services locaux aux populations.



3110

personnes ont bénéficié d'assistance juridique dont 139 femmes.

600 FDS et 8000 civiles mieux "armés" pour le respect des droits humains et la résilience aux EEI.



77 conflits ont été prévenus, et 64 autres gérés de façon pacifique sur un total de 141



200

filles ont une meilleure connaissance des instruments et mécanismes d'assistance judiciaire



+600

personnes des structures locales de sécurité ont été formées au respect des droits humains dans la lutte contre l'insécurité.

100

jeunes formés ont développé leurs idées de projets d'innovation digitale et réalisé leurs présentations à travers 2 hackathons.

500

jeunes dont 300 PDI et 200 hôtes des régions du Centre-Nord et de l'Est ont pu monter des micro-entreprises viables ;

300

jeunes et femmes entrepreneurs ont été accompagnés pour le montage de leur business plan en vue de mobiliser des ressources pour le lancement de leurs activités.

300

jeunes dont 53% de filles ont bénéficié de formation, de kits d'installation et de fonds de roulement et ont créé 300 micro-entreprises dans 20 corps de métiers.

300

jeunes PDI dans 5 régions du Burkina Faso ont développé leur connaissance en digitale à travers le "Women & Young Women's Digital Masterclass Learning Tour".



3 465

dossiers de justice transitionnelle ont été traités



Des outils de gouvernance locale et des infrastructures de développement local au profit de près de **275 000** personnes de 4 communes.



567

emplois verts et durables

+250

personnes supplémentaires bénéficiant de l'énergie propre



758

producteurs locaux formés et équipés pour une agriculture plus productive et plus durable

297

acteurs locaux formés à la GDRN et 44 transformatrices équipées pour une production plus durable

39 acteurs

(dont 15 femmes) impliqués dans la mise en œuvre des activités du PNUD dans l'environnement et l'énergie,

150

acteurs des communes de Dédougou, Dassa et Fara ont acquis des connaissances sur la résilience aux risques climatiques

3

fermes agroécologiques polyvalentes ont été aménagées

Contexte de mise en œuvre du Programme pays en 2021



IDH de **0,452**
(0,418 pour les
femmes et 0,482
pour les hommes)

17 femmes
sur **127 députés**



La pauvreté touche
un Burkinabè
sur trois

En 2021, le développement du Burkina Faso est impacté par la crise sécuritaire, des conflits intercommunautaires et la COVID-19. Avec un IDH de 0,452 (0,418 pour les femmes et 0,482 pour les hommes) l'économie s'est contractée de 5,7% en 2019 à 1,9% en 2020 avec une faible reprise économique projetée à 5,44% en 2021. L'inflation de 3% a renchéri le coût de la vie dans un contexte de pauvreté monétaire massive et d'inégalités persistantes. La pauvreté touche un Burkinabè sur trois ; son incidence est passée de 40,1% en 2014 à 36,2% en 2018. Le Gouvernement a adopté le nouveau Plan de développement économique et social 2021-2025 ; la table ronde pour son financement, planifiée pour début décembre a été reportée pour 2022.

Malgré de réelles avancées en matière de promotion des droits politiques, économiques et sociaux des femmes, et les différents engagements souscrits par le Burkina Faso, les femmes font face à de nombreuses contraintes quant à leur participation politique. En effet, seulement 17 femmes sur 127 députés siègent à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, l'avènement de la COVID-19 n'a pas épargné les femmes exerçant, pour la plupart, dans le secteur informel. En effet, la fermeture des marchés et des yaars (petits marchés) et celle des frontières a sérieusement affecté le pouvoir économique de la majorité des femmes exerçant dans le petit commerce. A cela s'ajoute la recrudescence des violences conjugales durant les périodes de confinement.

La détérioration rapide de la situation sécuritaire avec l'intensification des attaques terroristes par des groupes armés non-étatiques et l'augmentation des conflits communautaires résultant entre autres de l'accès au foncier, la forte pression sur les ressources naturelles et les effets du changement climatique, a occasionné des pertes en vies humaines, une augmentation des personnes déplacées internes de 1,07 million en décembre 2020 à 1,5 million en novembre 2021 dont 53% de femmes. Il ressort que 3,5 millions de personnes sont dans un besoin d'assistance humanitaire (<https://hum-insight.info/plan/1037>). L'insécurité a eu des impacts sur le cycle électoral du pays. Après les élections présidentielles et législatives de novembre 2020 avec un nouveau Gouvernement mis en place en janvier 2021, en raison de du défi sécuritaire, le Gouvernement a décidé en mars 2021 de reporter les élections municipales avec une prorogation du mandat des élus locaux municipaux et régionaux, pour un an. Par ailleurs, le G5 Sahel, lors de son Sommet bilan de février 2021, tout en reconnaissant les efforts des pays de la région et leurs partenaires, a recommandé le renforcement de la capacité sécuritaire et un sursaut civil au déploiement de l'Etat, des administrations et des services sociaux de base.

Les attaques et le nombre de victimes ont considérablement augmenté depuis le massacre de Solhan (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/06/burkina-faso-apres-le-massacre-de-solhan-le-bilan-releve-a-160-morts_6083098_3212.html) avec 160 victimes, celle d'Inata (<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/19/au-burkina-faso-la-colere-monte-apres-l-attaque-meurtriere-du-poste->

[d-inata_6102704_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/19/au-burkina-faso-la-colere-monte-apres-l-attaque-meurtriere-du-poste-d-inata_6102704_3212.html)) avec 53 victimes dont 49 gendarmes et 04 civils, entraînant une vague d'indignation au sein de la population avec des marches de contestation de l'autorité politique, allant jusqu'à des revendications de démission du Premier ministre et du Président. Le chef de l'Etat y a répondu, en réorganisant l'armée, en nommant un nouveau Premier ministre avec un gouvernement resserré de 25 membres. La politique budgétaire a donné la priorité au renforcement des secteurs de la défense et de la sécurité. Le budget de l'État qui leur est alloué est passé de 18,5% en 2020 à 20,2% en 2021 contre 15,4% pour la santé. A part la sécurité, la grande priorité du Gouvernement en 2021 a été le processus de la réconciliation nationale avec une large consultation nationale de la population en vue de la préparation du Forum National de Réconciliation en début 2022.



Le budget de l'État alloué aux secteurs de la défense et de la sécurité est passé de 18,5% en 2020 à 20,2% en 2021.

La pandémie de la COVID-19 avec 16 000 cas au Burkina Faso depuis mars 2020 est une menace sanitaire et socioéconomique. Le taux de mortalité est de 1,7% ; le taux de vaccination de la population est de 1,6% malgré le fait que le pays ait diversifié son offre de vaccins. La variante Omicron a été détectée le 14 décembre. Cependant, le pays a procédé à l'ouverture de ses frontières terrestres et ferroviaires sous condition de disposer d'un Pass vaccinal contre la pandémie et de tests PCR/TDR négatifs, pour aider la relance économique. Par ailleurs, le Pays a produit son rapport à la suite de l'étude sur l'impact socio-économique de la COVID-19 qui avait été réalisée.



A part la sécurité, la grande priorité du Gouvernement en 2021 a été le processus de la réconciliation nationale

PDI

1,07 million en décembre 2020 à 1,5 million en novembre 2021 dont 53% de femmes



COVID-19 avec 16 000 cas

CARTE DE PRÉSENCE DU PNUD AU BURKINA FASO



Transformation Digitale Inclusive	3 5 6 9 10	Programme Régional Conjoint d'Appui à la mise en œuvre des activités de Coopération Transfrontalière dans la zone du Liptako-Gourma	10 12
Projet d'appui à la participation citoyenne à la décentralisation et au développement local (PAPCIDDeL)	1	Programme d'Amélioration des Moyens d'Existence Durables en milieu rural (PAMED)	1 6
Participation Citoyenne et Cohésion Sociale (PaCoS)	2 9 13	Africa Mini Grid programme pour le Burkina Faso	1 2 4 3 5 10 11
Prévention de l'extrémisme violent par la résilience des communautés au Burkina Faso	5 8	Promotion de l'assurance climatique indiciaire pour les petits exploitants agricoles au Burkina Faso	1 12
Programme d'Appui au Développement des Economies Locales (PADEL)	12	Projet « Résilience Climatique dans le bassin du Nakambé - RECLIM »	5 11
Projet d'Appui aux Processus Electoraux (PAPE)	Toutes les régions	Laboratoire d'Accélération	1 3 5 9 12
Projet « Gouvernance locale et Cohésion sociale » (GOLCOS)	1 4 5 8 10 12	Projet Gestion intégrée et durable du paysage d'aires protégées du complexe PONASI	4 6 7
Programme « État de droit, Sécurité et Cohésion sociale » (CoSED)	Toutes les régions	Projet Collaborate and Innovate for Business Resilience and Inclusive Solutions (COLIBRIS)	1 3 6 8 9 10
Projet d'appui à la promotion, la protection des jeunes consolidateurs de la paix et défenseurs des droits de la personne	8 10 12	Building capacities for resilient recovery (BCRR2)	1 3 5 8 10
Projet « Jeune et paix » : une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso	10 12	Projet de Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation à l'appui de la résilience dans la région du Sahel (Projet résilience au Sahel)	Toutes les régions
Projet d'appui à la gestion pacifique des conflits locaux dans les régions du sahel et du nord du Burkina Faso	10 12	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU BURKINA FASO (Composante Réponse d'urgence pour le relèvement et le développement : EDRCR)	5 8
Projet de Prévention et gestion des conflits dans la Région de l'Est (PREGEC)	8	Commerce Transfrontalier pour la Paix	5 10 12



OBJECTIFS **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**





APERÇU DU PROGRAMME



Aperçu du Programme

Le Programme pays comporte **3 piliers** : le pilier Gouvernance et Etat de droit, le pilier Environnement et Energie ; et le pilier Résilience. A travers chaque pilier, le PNUD Burkina Faso intervient dans des domaines de développement spécifique, dans une approche qui facilite les synergies d'action.



1.1. Le pilier Gouvernance et Etat de droit

Par ce pilier, les interventions du PNUD visent à améliorer l'efficacité institutionnelle, l'État de droit, et la cohésion sociale pour assurer la paix et la sécurité pour toute la population, à travers les domaines spécifiques d'intervention suivants :

- la décentralisation, gouvernance locale et participation citoyenne ;
- l'État de droit, accès à la justice, sécurité, cohésion sociale et réconciliation ;
- l'assistance électorale ;
- la gouvernance économique et digitalisation pour un développement inclusif.



1.2. Le pilier Environnement et Energie

Son objectif est de rendre la croissance inclusive et durable, et promouvoir la création d'emplois décents et la sécurité alimentaire pour tous. Le PNUD intervient dans 4 domaines à travers ce pilier :

- la gestion durable des terres et changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité ;
- la promotion des énergies nouvelles et renouvelables ;
- la promotion de l'économie verte.



1.3. Le pilier Résilience

Le pilier résilience vise à rendre les communautés et les institutions plus résilientes : capables d'anticiper, de s'adapter et de réagir aux chocs et au stress, de prendre en charge leur propre développement, garantissant les droits, la dignité et l'inclusion. Le pilier résilience est mis en œuvre à travers également 4 domaines qui sont :

- la Prévention, gestion et relèvement des catastrophes et crises humanitaires ;
- la promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes ;
- la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- l'appui à la stabilisation des zones d'insécurité.



PRINCIPALES **RÉALISATIONS** ET **RÉSULTATS** DU PNUD EN 2021





PILIER

Gouvernance et paix durable



Au niveau du pilier Gouvernance et Paix Durable



Les grands défis au niveau de ce pilier en 2022 étaient l'organisation des élections locales et le renforcement des capacités nationales dans les domaines de la sécurité, de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale, de l'accès à la justice, des droits de l'homme. Toutefois, les élections locales ont été suspendues. Les principales réalisations et changements se présente ainsi qu'il suit :

6 578

personnes formées aux opérations électorales et à la mobilisation des femmes et des jeunes...

Et un nouvel élan pour des élections plus inclusives.



3110

personnes ont bénéficié d'assistance juridique dont 139 femmes.

600 FDS et 8000 civiles mieux "armés" pour le respect des droits humains et la résilience aux EEI.

Dans le cadre de l'appui aux élections locales, 5360 membres des démembrements de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) ont été formés pour une bonne gestion des opérations électorales (<http://www.ceni.bf/fr/blog/processus-electoral-la-ceni-forme-les-superviseurs-denrolement>); et 1218 jeunes pour une mobilisation visant à améliorer la participation des femmes et des jeunes. Les élections locales ayant été suspendues, le PNUD a capitalisé cette expérience de l'appui aux élections présidentielles ; ce qui a servi à la formulation d'un nouveau projet d'appui aux institutions et aux processus démocratiques. En plus de la Suède, des partenariats sont en cours de formation pour appuyer ce nouvel élan pour une meilleure gouvernance démocratique au Burkina Faso.

Au cours de l'année, 3 465 dossiers de justice transitionnelle ont été traités par le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale (HCRUN) et 522 par l'aide juridictionnelle. En plus, 800 détenus dont 26 femmes connaissent désormais les mécanismes d'accès au fonds d'assistance juridique. 88 personnes vulnérables dont 12 femmes et 03 PDI ont bénéficié d'assistance juridique dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades et du Sud-Ouest. A ceci s'ajoute la tenue de 31 audiences foraines correctionnelles et criminelles, ayant permis d'examiner 639 dossiers au profit de 2222 personnes dont 101 femmes.

Plus de 600 personnes des structures locales de sécurité ont été formées au respect des droits humains dans la lutte contre l'insécurité. Grace à l'accompagnement du PNUD et en partenariat avec UNMAS, 7 500 personnes dont 1 717 hommes, 3 018 femmes, 1 291 garçons et 1 474 filles ont amélioré leur résilience à la menace des engins explosifs improvisés (EEI) dans les zones à haut risque, notamment les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun.

Avec l'appui du PNUD, plus de **500 jeunes** dont environ 200 filles ont une meilleure connaissance des instruments et mécanismes d'assistance judiciaire, de prévention et de répression de la torture et des disparitions forcées, de monitoring et de reporting.

Changements : la tenue des audiences a contribué à réduire le nombre de dossiers en attente de jugement de 50% pour la Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso. Pour la Cour d'Appel de Fada N'Gourma, en dehors des dossiers en cours d'instruction, il n'existe presque plus de dossiers en attente car 80% des dossiers pendants ont été traités. Ces audiences ont aussi permis d'acquitter 112 personnes dont 12 femmes qui ont retrouvé leur liberté de mouvement.



80%

des dossiers pendants
ont été traités.



PNUD/GoLCoS



393

acteurs locaux
disposent d'outils et de
connaissances pour
améliorer l'accès des
services locaux aux
populations.

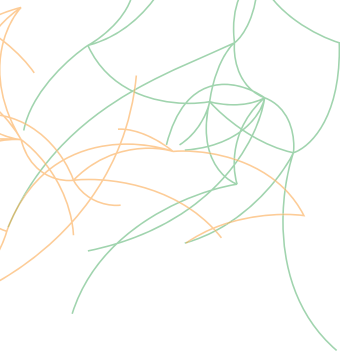
248 chefs de circonscriptions administratives et des présidents des collectivités territoriales issus des **85 communes** cibles disposent maintenant de connaissances sur leur rôle dans la mise en œuvre des référentiels de la décentralisation afin d'impulser une nouvelle dynamique au processus de décentralisation et de mieux répondre aux attentes des populations.

59 agents municipaux de santé et des services dont 29 femmes issus des Centres de santé de 21 communes dans les Régions du Nord et de l'Est disposent d'une meilleure connaissance des normes Nationales de délivrance des services de santé.



29

femmes disposent
d'une meilleure
connaissance des
normes Nationales de
délivrance des services
de santé.



Dans la région de l'Est, 21 communes disposent d'une cartographie des acteurs intervenants dans le domaine du développement local, permettant la création d'une synergie d'action.

86 Présidents des collectivités territoriales et des chefs de circonscriptions administratives de 21 communes sont désormais outillés pour prévenir et gérer les conflits dans la Région de l'Est.

La réhabilitation du lycée communal de Téma-Bokin a permis le retour à l'école de **336 élèves dont 176 filles**. Ce qui est une solution importante à la déscolarisation des enfants, ainsi que l'amélioration des conditions d'enseignement et l'apprentissage, dans la région du Nord.

42 cadres de dialogue multi acteurs dont 26 au Sahel et 16 au Nord ont été rendus inclusifs par l'intégration de 71 femmes, 86 jeunes, 28 PDI et 12 réfugiés. De plus 10 cadres de concertation et 04 cadres de redevabilité locaux ont été tenus et relayés par des émissions radios permettant de faire participer les citoyens aux débats, y compris ceux qui ont quitté leurs localités. Dans les régions des Hauts-Bassins, des Cascades et du Sud-Ouest, 45 démembrements de l'Observatoire National pour la prévention et gestion des conflits communautaires sont désormais aptes à prévenir et à gérer les conflits, grâce à la formation de 505 membres.



1 597 547
personnes touchées par
les sensibilisations à la
cohésion sociale.

Et surtout, les
mécanismes de
prévention et de
gestion des conflits
commencent déjà à
produire des résultats

Également, dans l'élaboration de la stratégie de réconciliation nationale, le PNUD a appuyé la réalisation d'une enquête de perception qui a permis de tenir compte des besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des PDI. Dans les régions du Centre-Nord et de l'Est, 137 jeunes (dont 53 filles) ont des aptitudes pour identifier, analyser et gérer les conflits locaux. Les jeunes des régions du Nord et du Sahel disposent désormais de deux centres multifonctionnels et d'une plateforme en ligne dénommée « Djam Bissi » pour partager leurs expériences et optimiser leur participation à la consolidation de la paix.

Enfin, environ **1 597 547 personnes** (54% de femmes et 64% de jeunes) ont été sensibilisées à la cohésion sociale et à la prévention de l'extrémisme violent.

CHANGEMENT



Grace aux différents outils de préventions et de gestion des conflits, en 2021 déjà, **77 conflits ont été prévenus**, et **64 autres gérés de façon pacifique** (dans les provinces du Soum, de l'Oudalan et du Séno) sur un **total de 141**. En plus, les structures et mécanismes de gestion des conflits sont plus inclusifs, les jeunes et les femmes étant de plus en plus acceptées dans les instances.



PILIER

Environnement et Énergie



Au niveau du pilier Energie et Environnement



Le PNUD est résolument engagé pour une croissance inclusive et durable au Burkina Faso, à travers la promotion d'emplois verts décents et de la sécurité alimentaire pour tous. Dans ce cadre, et pour le compte de l'année 2021, le Programme a obtenu les résultats clés suivants :



567

emplois verts et
durables

+250

personnes
supplémentaires
bénéficiant de
l'énergie propre



758

producteurs locaux
formés et équipés pour
une agriculture
plus productive
et plus durable

Ainsi en 2021, 567 nouveaux emplois verts ont été créés dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre Ouest et du Centre Nord au profit de 79 femmes marchandes, de 478 petits(es) exploitants(es) agricoles dont 316 femmes et 85 PDI et de 10 artisans spécialisés dans la construction de foyers restaurants et dolos. Cela contribue à améliorer durablement leurs revenus. Grâce à l'appui du PNUD, le nombre de ménages ayant accès à l'Energie moderne est passé de 2300 en 2020 à 2750 en 2021.

Dans les communes de Dédougou, Fara et Dassa, 468 nouveaux petits exploitants agricoles dont **316 femmes et 85 PDI** disposent de parcelles dans 3 Fermes Agroécologiques Polyvalentes (FAEP) d'une superficie totale de 18 ha sur des espaces sécurisés, équipées de systèmes d'exhaure solaire et de forages qui leur permettront de disposer de l'énergie productive pour l'amélioration de leurs revenus et de réduire la corvée d'eau. **105 femmes** disposent de jardins polyvalents. 06 bornes fontaines ont été installées, facilitant l'accès des populations riveraines à l'eau potable ; et 3 abreuvoirs pour les animaux.

128 nouveaux petits exploitants agricoles dont **65 femmes** disposent de capacités pour l'application des technologies, de fauche et de conservation du fourrage pour servir d'aliments de bétail.

50 femmes membres des coopératives féminines sont aptes à mettre en place des jardins nutritifs avec des espèces contribuant à la sécurité nutritionnelle (baobab, moringa, manioc).

CHANGEMENT



35 des nouveaux exploitants agricoles formés (dont 22 femmes) produisent déjà du fourrage **sur** une superficie d'un hectare dans la FAEP de Dédougou. De plus, une production estimée à **4 tonnes de fourrages** et de **220 Kg de semences fourragère** est attendue de **162 petits exploitants agricoles** dont 115 femmes qui appliquent les technologies améliorées de production agricole notamment la production d'intrants bio.



PNUD/PAMED

22 formateurs issus des communes de Dédougou, Fara, Gassan et Dassa dont 2 femmes, ont été formés sur les principaux textes règlementant la Gestion durable des Ressources naturelles ; ce qui a permis de former par la suite **200 acteurs** municipaux et **75 détenteurs** de droits fonciers et leaders communautaires respectivement sur les principaux textes règlementant la Gestion Durable des Ressources Naturelles (GDRN) et sur les avantages de la sécurisation des investissements de productivité agricole durable.

Le PNUD a aussi permis la construction de foyers améliorés au profit de 44 restauratrices et dolotières (fabricantes de bière de mil), aidant à réduire leur consommation de bois énergie de plus de la moitié, et contribuant ainsi à la conservation des ressources forestières.

Tenant compte du genre, **39 acteurs** (dont 15 femmes) impliqués dans la mise en œuvre des activités du PNUD dans l'environnement et l'énergie, ont été formés sur l'approche transformationnelle genre et l'utilisation des outils d'équité homme – femmes. 80% des bénéficiaires intègrent désormais ces outils dans le cadre du programme et dans bien d'autres actions de développement dont ils ont la charge

24 agents du secteur de l'énergie dont 5 femmes et 19 hommes savent désormais schématiser le plan d'électrification d'une localité hors réseau au Burkina Faso en utilisant l'outil Manifold.

La mise en place de site pilote à usage productif de l'énergie à Kaya à travers l'installation d'une chambre froide, d'une unité de fabrication de glace et de quatre lampadaires fonctionnant à l'énergie solaire. Ce qui a permis aux 79 femmes vendeuses de fruits et légumes du marché du secteur 7 de Kaya de disposer de technologies à usage productif de l'énergie, leur permettant d'avoir des moyens de subsistances décents et verts.

297
acteurs locaux
formés à la GDRN et
44 transformatrices
équipées pour une
production plus durable

La chambre froide
de Kaya : une
infrastructure moderne
pour **79** femmes dans
une ville éprouvée par
l'insécurité



Témoignage de bénéficiaires : une perche tendue aux PDI pour se reconstruire

Salif Zongo et Isabelle Coulibaly sont deux trentenaires de la Boucle du Mouhoun, qui font partie des 1,7 million de Burkinabè contraints de fuir leurs villages vers d'autres horizons, du fait des attaques terroristes qui écumant le pays depuis 2016. Leur chemin de croix commence en fin 2019, alors que Salif Zongo vivait à Sewali, localité située à 4km de la frontière malienne dans la province de la Kossi, et Isabelle Coulibaly habitait à Bouni, dans la commune de Bourasso. Ils ont certes eu la chance de survivre. Toutefois, ils partagent la douloureuse expérience de la perte d'êtres chers, à cause des attaques terroristes. La seconde chance que la vie a donnée à Salif et Isabelle est désormais embellie par de réelles perspectives de reconstruction, à eux offertes par le PNUD, à travers le Programme d'Amélioration des Moyens d'Existence Durable en milieu rural (PAMED). En effet, ils font partie des 85 personnes déplacées internes bénéficiaires de parcelles de production sur les Fermes agroécologiques polyvalentes (FAEP) mises en place par le programme, aux côtés des membres des coopératives, des propriétaires terriens et d'autres personnes vulnérables, travaillant sur ces sites.

85

personnes
déplacées internes
bénéficiaires
de parcelles
de production
sur les Fermes
agroécologiques
polyvalentes



En travaillant,
nous serons
autonomes...

Salif et Isabelle ont chacun une exploitation. Le premier produit de l'oignon, de l'aubergine, de la salade, des feuilles d'aubergine sauvage, et la seconde cultive, en plus, des tomates, des feuilles d'oseille et du gombo. Leurs spéculations ne sont pas arrivées à maturation, mais les deux PDI sont optimistes quant à l'avenir. « **Nous comptons consommer cette production et vendre le surplus pour subvenir à nos autres besoins** », planifie déjà Isabelle. Ces propos sont corroborés par Salif, qui ajoute que ce travail lui permet, en outre, de surmonter progressivement son traumatisme. Presqu'en chœur, ces PDI sont formels : « **Nous sommes très heureux de l'approche du PAMED et des populations hôtes, qui viennent de nous donner un nouveau souffle de vie à travers cet espace de production et d'échange d'expériences. C'est un véritable cadre d'épanouissement pour nous. En travaillant, nous serons autonomes sur le plan alimentaire et nous oublions nos soucis** ».





PILIER

Résilience des populations



Au niveau du pilier Résilience

Les besoins en renforcement de la résilience et du relèvement post crises sont de plus en plus pressantes du fait du contexte sécuritaire du pays. Les principaux acquis dans le domaine en 2021 ont été les suivants :

En matière de relèvement post catastrophes, 2 dalots ont été réhabilités à Delga dans la commune de Kaya et au secteur 6 de la ville de Ouahigouya contribuant à la réduction des risques d'inondation et à l'amélioration de la mobilité des populations. Grace à l'appui du PNUD, **3 bâtiments** du lycée communal de Bokin endommagés ont été réhabilités, ce qui a permis le retour en classe de **336 élèves** dont **160 garçons** et **176 filles**, réduisant ainsi le risque d'abandon scolaire pour ces élèves.

Les capacités des structures nationales ont été renforcées en les dotant de matériels informatiques facilitant le traitement des données sur les catastrophes. Cet appui a permis de rendre le Secrétariat national du secours d'urgence (SP/CONASUR) plus performant dans le traitement et la publication des données transmises par les 45 conseils provinciaux de secours d'urgence et de réhabilitation (COPROSUR).

Les capacités de coordination de la COVID 19 ont été améliorées à travers le renouvellement de **191 licences Zoom** ayant permis d'assurer la continuité des services de l'administration.

Le PNUD a appuyé la mise en œuvre des mesures préventives dans 6 régions, améliorant ainsi la réponse COVID-19 à travers le renforcement

de la sensibilisation et le déploiement d'équipes d'interventions rapides. Le dispositif de communication sur les risques et d'engagement communautaire a été amélioré avec 240 émissions radios, près de 1000 volontaires mobilisés, formés et équipés, 1426 leaders communautaires engagés et 42 comités de district créés localement pour mener des activités de sensibilisation à la COVID-19.



Avant ◀ Après



240

émissions radios



1000

volontaires mobilisés



426

leaders
communautaires
engagés



42

comités de
district créés



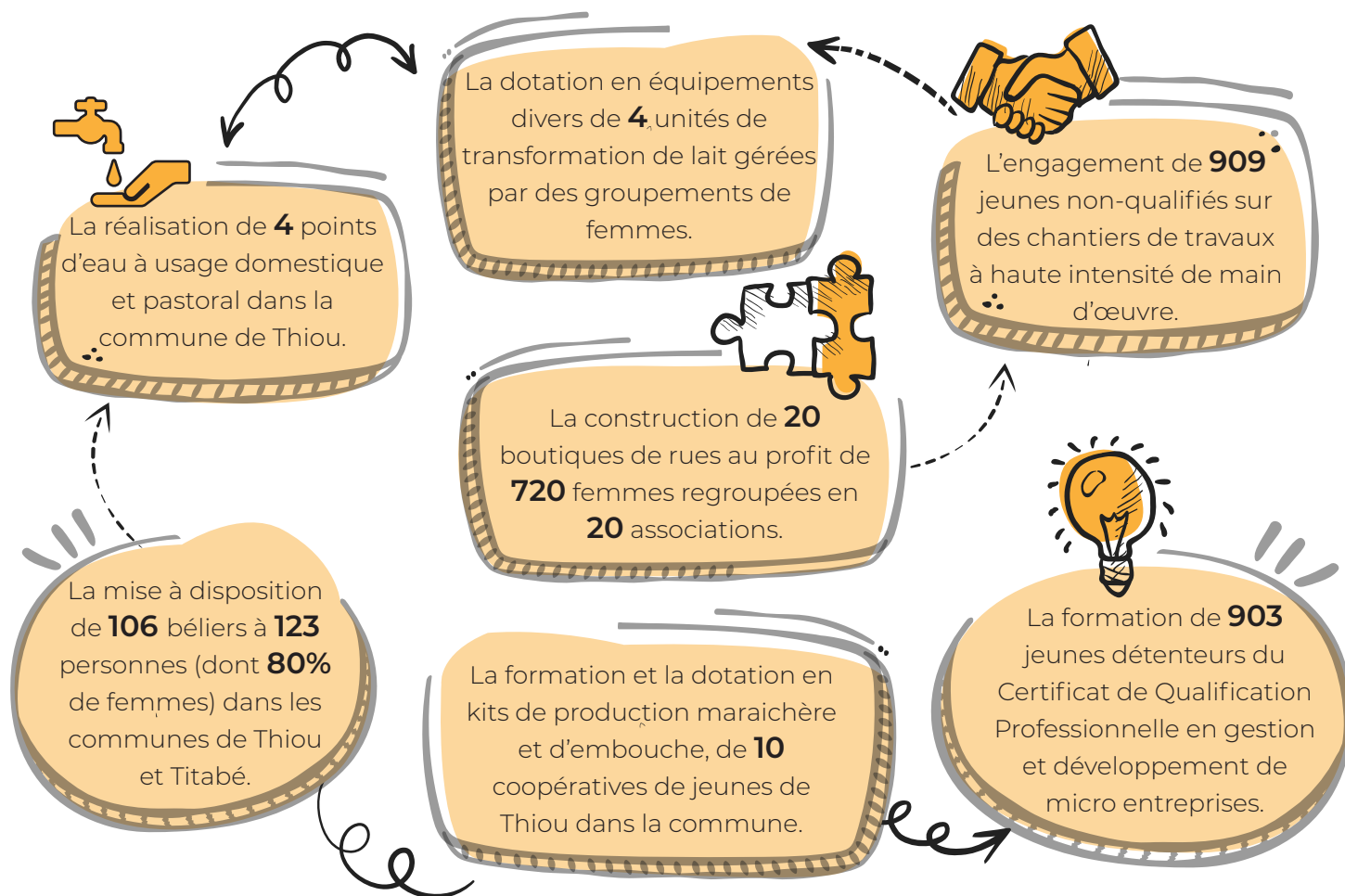
Avant



Après



Les principales réalisations au profit des personnes vulnérables en 2021 ont été les suivantes



CHANGEMENT

Au total, le PNUD a permis de créer des emplois pour 2 000 jeunes et femmes dans les régions de l'Est, du Centre Nord et du Nord. Les travaux à haute intensité de main d'œuvre ont permis entre autres de réhabiliter 02 centres de santé à Yalgo et à Tougouri, un hangar communal et une route à Diapangou

Le coup de pouce salvateur à une coiffeuse de Fada




“ Le PNUD a donné un grand coup de pouce à ma vie..., ”

Ce sont les mots de satisfécit de Françoise Soubeiga, une coiffeuse de la ville de Fada N’Gourma, dans la région Est du Burkina Faso. En effet, cette trentenaire a vu son activité prendre son envol grâce à un appui en formation et en matériel dont elle a bénéficié dans le cadre du projet Funding Windows. **« J’ai reçu un miroir géant, un panier à bigoudis, un micro-onde, un fer à boucler, un sèche-cheveux, un lave-tête, du matériel de manicure pédicure, des chaises et un fonds de roulement »**, confie-t-elle.

Grâce à cet appui, elle explique avoir pu diversifier les modèles de coiffure offerts, en augmentant du coup sa clientèle. D’une moyenne de 3 clientes par jour, elle dit être passée à plus de 7 clientes par jour, nécessitant l’embauche de 2 employées supplémentaires. **« Avant, je devais renoncer à certaines clientes, faute de matériel adéquat pour assurer des coiffures plus élaborées »**, se souvient-elle.

Désormais mieux nantie pour répondre aux exigences de sa clientèle, elle avoue avoir opéré un léger réajustement des coûts de certaines prestations. « Des coiffures de 1500 à 2000 F CFA auparavant, nous offrons des coiffures de 4000 à 5000 F CFA, voire plus », se réjouit Françoise. Par ailleurs, avec le fonds de roulement reçu, elle s’est procuré des mèches qu’elle propose à ses clientes sur place. **« Précédemment, j’étais obligée de multiplier les va-et-vient au marché pour acheter des mèches, en fonction de la demande des clientes »**, informe Mme Soubeiga.

A l’écouter, l’amélioration substantielle des outils de travail et la formation reçue sur la gestion d’une entreprise, lui permettent d’augmenter ses revenus, et de participer de façon plus importante aux dépenses de la famille. Elle affirme entrevoir désormais l’avenir avec beaucoup plus d’optimisme.



150 acteurs des communes de Dédougou, Dassa et Fara ont acquis des connaissances sur la résilience aux risques climatiques, par des changements endogènes. Ils ont les capacités pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en verdissant la production agricole conformément à l'urgence d'atténuation des gaz à effet de serre.

3 fermes agroécologiques polyvalentes ont été aménagées dans les communes de Dédougou, Fara et Dassa, au profits **574** petits exploitants agro-sylvo-pastoraux. Ces fermes servent d'outils de promotion des bonnes pratiques de gestion durable des terres.



un barrage est en cours de réalisation dans la commune de Poa. Cette infrastructure bénéficiera aux **260 000 habitants** de cette commune

un système d'information géo climatique, agro écologique et hydrologique (SICOFORMO) a été mis en place pour la planification et le suivi-évaluation des actions de résilience climatique. Plus de **4000** données et informations (cartes thématiques, rapports d'études, cartes) ont été téléchargées avec plus de **300 visiteurs/par jour**. **63%** des acteurs formés utilisent le système et produisent des cartes, histogrammes, graphiques sur demande.

Des outils de
gouvernance local et
des infrastructures de
développement local au
profit de près de
275 000 personnes
de **4 communes**





EGALITÉ GENRE

Egalité genre



Des résultats visibles ont été enregistrés...

Le Bureau Pays du PNUD Burkina Faso dispose d'une stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes sur la période 2018-2021, ce qui confirme sa volonté de faire de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes une partie intégrante de sa programmation en capitalisant les acquis et en renforçant les mécanismes institutionnels et opérationnels existants pour accélérer les progrès en faveur de l'ODD 5, tant dans son organisation interne, que dans ses interventions au niveau programmatique. C'est ainsi qu'il s'est engagé dans le programme de certification intitulé « sceau du PNUD pour l'égalité des sexes » pour la période 2022 – 2023. A cet effet, il a procédé à son auto-évaluation avec succès et qui a abouti à l'élaboration d'un plan d'action 2022 – 2023 d'amélioration de la performance du Bureau en matière de genre couvrant sept composantes (management/gestion ; capacités ; environnement favorable ; communication et gestion des connaissances ; programmes/projets ; partenariat ; impacts).

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est en bonne place dans le cadre de coopération pays (CPD), et toutes les actions du PNUD Burkina dans le cadre de la programmation s'inscrivent dans cette dynamique. Elle se fait de manière transversale à travers les différents programmes et projets mis en œuvre. Les différents résultats en lien avec les efforts produits pour la réduction des inégalités de genre transparaissent dans les résultats programmatiques déjà présentés pour les trois principaux axes.

Le PNUD centre également ses actions sur les jeunes filles et garçons dans sa programmation. De la même manière que l'Egalité des sexes, la problématique de la jeunesse reste également une partie intégrante du plan stratégique du PNUD et est pris en compte de manière transversale dans nos différents programmes. Des résultats visibles ont été enregistrés à travers la mise en œuvre des trois axes d'intervention du CPD, en termes de renforcement de leur autonomisation économique, mais également de promotion de leur citoyenneté et de leur implication dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits.



DIGITALISATION ET INNOVATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Digitalisation et innovation pour le développement

En plus des acquis obtenus dans en matière de digitalisation de l'administration dans le cadre de la lutte contre la COVID 19, le PNUD le PNUD a accompagné tout au long de 2021 des personnes vulnérables notamment des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre de projets digitaux.

100

jeunes formés ont développé leurs idées de projets d'innovation digitale et réalisé leurs présentations à travers 2 hackathons.

300

jeunes

et femmes entrepreneurs ont été accompagnés pour le montage de leur business plan en vue de mobiliser des ressources pour le lancement de leurs activités.

300

jeunes dont **53% de filles** ont bénéficié de formation, de kits d'installation et de fonds de roulement et ont créé 300 micros-entreprises dans 20 corps de métiers.

500

jeunes dont **300 PDI** et **200 hôtes** des régions du Centre-Nord et de l'Est ont pu monter des micro-entreprises viables ;

300

jeunes PDI dans 5 régions du Burkina Faso ont développé leur connaissance en digitale à travers le "Women & Young Women's Digital Masterclass Learning Tour".

Le PNUD a mis en place un data center au profit du ministère de la fonction publique.

Le PNUD a cofinancé avec le Ministère en charge de la fonction publique et du travail, l'acquisition et le déploiement d'un mini data-center. Il contribue à l'amélioration de l'accès des services publics par l'hébergement de 10 e-services dématérialisés ainsi que les logiciels dédiés.

Le PNUD a également financé la première édition du Forum inclusif sur le commerce électronique (FICEL2021) a été organisé en mode hybride (présentiel/Zoom) par le ministère en charge du commerce et a réuni 430 parties prenantes nationales et internationales de l'e-commerce électronique (écosystème du commerce, institutions nationales, OSC, secteur privé, entreprises et financiers,...)

https://twitter.com/PNUD_BFA/status/1409850106908655618?t=oUYxYp3IVjo1Aq9FUGSxOg&s=09.

A travers le programme «IsDB - ISFD NGO Empowerment for Poverty Reduction Program», le PNUD en collaboration avec le gouvernement a établi un répertoire des OSC et ONG, les aidant à avoir accès aux financements alternatifs notamment le crowdfunding.

Enfin, 17 solutions locales innovantes identifiées et renseignées dans les thématiques suivantes : gestion des conflits communautaires ; gestion des déchets urbain et pollution de l'environnement Mobilité urbaine. La vulgarisation de ces solutions devra être une priorité en 2022.



LA MOBILISATION DES **RESSOURCES** EN 2021



La mobilisation des ressources en 2021

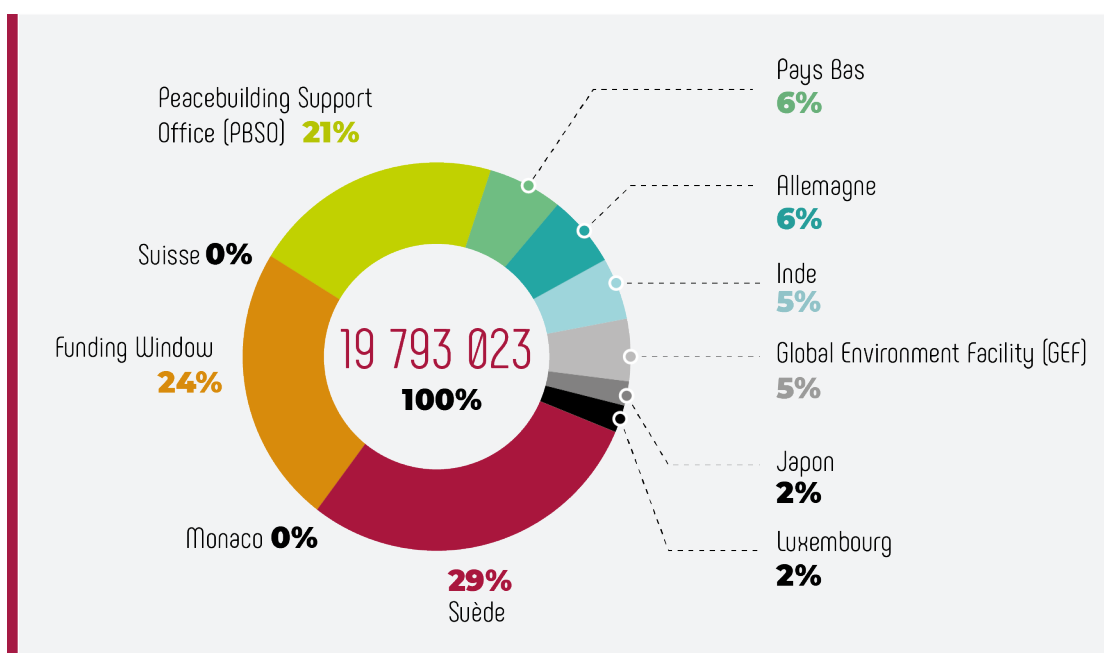
En 2021, le Bureau Pays a mobilisé **19 793 023 USD** auprès de 11 bailleurs dont les principaux demeurent la Suède, les funding window, peace building fund et les Pays bas. Le détail des contributions figure dans le tableau ci-dessous :

Fonds mobilisés par le PNUD en 2021 (en \$)

	2021	TOTAL	%
Bailleurs	19 793 023,00	19 793 023,00	100%
Suède	5 703 273,00	5 703 273,00	29%
Funding Window	4 832 424,00	4 832 424,00	24%
Peacebuilding Support Office (PBSO)	4 107 725,00	4 107 725,00	21%
Pays Bas	1 200 000,00	1 200 000,00	6%
Allemagne	1 199 902,00	1 199 902,00	6%
Inde	1 000 000,00	1 000 000,00	5%
Global Environment Facility (GEF)	900 085,00	900 085,00	5%
Japon	453 600,00	453 600,00	2%
Luxembourg	358 433,00	358 433,00	2%
Suisse	23 250,00	23 250,00	0%
Monaco	14 331,00	14 331,00	0%


19 793 023 USD


11 bailleurs





Conclusion et perspectives pour 2022



Il est urgent de renforcer le nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) et de mobiliser d'avantage des partenariats.

L'année 2021 a été une année de défis pour le Burkina Faso. Le PNUD est resté aux côtés du Gouvernement et des populations pour relever les défis dans les domaines de la cohésion sociale, de la réconciliation nationale, de la prévention et de la gestion des conflits et des crises, dans le relèvement post crise, tout en poursuivant les actions transformatrices dans les domaines de l'agriculture durable et de l'accès à des emplois décents dans des domaines innovants pour les femmes et les jeunes. Le niveau élevé de la mobilisation des ressources marque une disponibilité des partenaires à appuyer le pays dans ce contexte particulièrement difficile.

Malgré cet appui l'année 2022 pourrait connaître une aggravation de la situation sécuritaire, politique et sociale en l'absence d'une mobilisation politique et sociale plus conséquente. Ce risque est d'autant plus élevé que la gestion de la crise sécuritaire est de plus en plus décidée par une partie de l'opinion publique.

Le PNUD devra adapter régulièrement son appui aux évolutions rapides de la situation. La reformulation du nouveau programme de coopération pays en donne l'opportunité. Il est urgent de renforcer le nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) et de mobiliser d'avantage des partenariats pour appuyer la résilience du pays face aux crises multiformes qui se profilent.

Le PNUD devra consolider sa présence les bureaux de projets en cours de mise en place. Il s'agit d'une opportunité de créer davantage de proximité avec les acteurs locaux et les populations à la base. Une bonne coordination des interventions des projets avec ces bureaux de projets et les Bureaux intégré est nécessaire.

L'une des recommandations de l'évaluation du CPD a été de poursuivre les actions en lien avec la promotion et l'intégration du genre sur la base des recommandations de la revue genre. Pour ce faire, le Bureau pays renforcera l'équipe chargée de la mise en œuvre de son plan d'action genre, pour un meilleur suivi de sa mise en œuvre effective.

Le Bureau pays devra poursuivre la digitalisation de ses procédures et de ses activités. Il devra également renforcer son appui à la digitalisation des services publics, et l'appui à la création d'emplois dans les secteurs des TIC. Il devra également faciliter l'application des solutions identifiées par le laboratoire d'accélération de la croissance.



Au niveau de la planification et du suivi, et en réponses aussi aux recommandations de l'évaluation du CPD, le PNUD va assurer : une meilleure connaissance des procédures, une meilleure qualité des projets et une planification annuelle des activités plus tôt dans l'année ■





Adresse :
34, Avenue du CES,
Immeuble des Nations Unies,
Koulouba (secteur 4)
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Téléphone : (226) 25.30.67.62/63/6
Fax : (226) 25.33.27.46
Email : registry.bf@undp.org;
bf.communication@undp.org
Site Web : <https://www.bf.undp.org/>

 @PNUD BURKINA FASO
 @PNUD_BFA